

Section Du Doubs

CTL DU 9 FEVRIER 2015 **DECLARATION LIMINAIRE**

Madame la Présidente,

Cette année la DGFIP va subir une baisse de son budget de 2.2% et 1934 suppressions nettes d'emplois, coupes franches qui s'inscrivent directement dans le cadre du pacte de responsabilité (d'austérité) prévoyant 50 milliards d'économie sur plusieurs années afin de financer des dispositions fiscales favorables aux entreprises, notamment le CICE, dispositif dont l'efficacité est très loin d'être avérée.

Rappelons que depuis sa création, la DGFIP aura perdu 13 354 emplois et les services doivent fonctionner en plus avec des budgets en baisse constante. Les agents de la DGFIP ne comprennent pas que d'un côté l'Etat employeur ne leur donne pas les moyens d'exercer correctement leur mission de service public, alors que d'un autre côté l'efficacité de la dépense publique s'agissant du CICE n'est ni contrôlée ni même évaluée.

Dans le même temps, les personnels subissent pour la 5ème année consécutive le gel de leur traitement et la diminution de 50% des possibilités de promotions, preuve que leurs efforts ne sont pas justement reconnus.

Pour **FO DGFIP**, il ne suffit pas de déclarer que les succès de la DGFIP reviennent aux agents, mais encore faut-il que l'Administration puisse leur donner des perspectives de déroulement de carrière et de promotion sociale, ce qui actuellement apparaît comme étant de plus en plus compromis pour la plupart d'entre eux.

Dans un tel contexte, l'application en 2015 de nouvelles suppressions d'emplois et de restrictions budgétaires qui aboutiront inmanquablement à amplifier encore la dégradation des conditions de travail, est absolument intolérable.

FO DGFIP maintient que les pouvoirs politiques de tout bord ont mis en place une destruction systématique des emplois de la DGFIP, en s'appuyant sur des gains de productivité anticipés et amplifiés qui ont pour conséquences aujourd'hui de rendre l'exercice normal des missions quasi impossible dans bon nombre de services.

FO DGFIP ne peut que dénoncer les solutions imaginées par l'Administration pour tenter d'endiguer ce phénomène et qui consistent notamment à multiplier les fermetures des petites unités pour préfigurer le réseau de demain dans le cadre d'un maillage territorial resserré.

Cette logique de resserrement à déjà commencé dans le Doubs que ce soit sur les Trésoreries de proximité, sur les services SIE et les services de publicité foncière avec pour corollaire dès cette année, des suppressions d'emplois programmées sur ces derniers services, ce qui démontre bien que la seule logique dans ces opérations de restructurations est de faciliter les suppressions d'emplois.

Autres solutions imaginées par l'Administration pour concilier les missions avec les suppressions d'emplois, qui en menacent l'exercice normal : la déclinaison départementale de la note de cadrage nationale visant à diminuer l'amplitude de l'ouverture au public des postes comptables.

Alors que l'accueil physique était prôné comme un des enjeux majeur de la fusion, force est de constater que de suppressions d'emplois en suppressions d'emplois, cet accueil du public est devenu de plus en plus ingérable dans l'ensemble du réseau, situation intenable qui a conduit bon nombre de Directions à aménager des baisses d'horaires d'ouverture à la demande des chefs d'unités et de leurs agents.

FO DGFIP est parfaitement conscient des difficultés que rencontrent nos collègues sur le terrain et la dégradation des conditions de travail qu'elles entraînent, mais il est clair que la stratégie de l'Administration aboutira naturellement à la disparition totale du réseau rural.

Depuis déjà un certain temps **FO DGFIP** a posé la question, restée sans réponse à ce jour, du niveau en dessous duquel il ne serait plus possible de continuer à supprimer des emplois sans renoncer à des pans entiers de missions.

Au travers de la diminution de la mission "Accueil" et de son cadrage national préconisé par le Directeur Général, il apparaît clairement que le processus de réduction de la densité des missions est engagé, et les toutes récentes déclarations du même Directeur Général évoquant notamment l'axe prioritaire "d'allègement des tâches" pour des services surchargés sont révélatrices des options que comptent prendre l'Administration pour les missions de demain.

Pour **FO DGFIP**, et sans faire un procès d'intention au Directeur Général qui évoque l'autre axe prioritaire de maintien d'un haut niveau d'expertise, il y a fort à parier d'ailleurs que ces "allègements" s'inscrivent dans une évolution des méthodes de travail ne privilégiant guère plus qu'une logique industrielle du travail.

Le Directeur général n'est d'ailleurs pas à une contradiction près et démontre à nouveau sa déconnexion de la réalité du terrain et du ressenti des collègues car s'il est vrai comme il l'indique qu'ils ont le goût du travail bien fait, beaucoup d'entre eux ont le sentiment que cette valeur est sacrifiée face à l'ampleur des charges de travail quotidiennes.

Une autre contradiction que **FO DGFIP** ne peut que déplorer, tient dans la promesse de doter la DGFIP d'outils nouveaux, en garantissant des investissements supplémentaires alors que le budget va être amputé de 26 millions d'euros et qu'à l'évidence une telle baisse n'est pas à la hauteur de l'ambition affichée de la DGFIP d'être une Administration numérique de référence.

FO DGFIP réaffirme ici sa revendication de mise en place d'un véritable outil de recensement des tâches exercées par les agents de la DGFIP, outil qui permettrait d'évaluer de façon objective les véritables besoins des services pour l'accomplissement normal des missions de la DGFIP qui toutes ont une utilité sociale et économique.

En conclusion, et parce que l'évocation par le Directeur Général de la place singulière de la DGFIP au sein de la République ne nous a pas rassuré, nous rappellerons aussi que pour **Force Ouvrière** le service public de proximité est un fondement de la République.

C'est pourquoi **FO** continuera de défendre et promouvoir le service public républicain, celui à même de pouvoir répondre le mieux possible aux valeurs républicaines et aux besoins des citoyens-usagers.

Pour FO Il n'y a pas de République sans service public et Il n'y a pas de service public sans agents du service public !